

Document préparé par E. Tremblay suite au CENE du 13 juillet 2017

13 juillet 2017, séance extraordinaire

Motion 20170713 – 01 Modifications proposées aux règlements

Présentée par Jessica Squires, appuyée par Neil Burron

Il est résolu que la modification suivante apportée au règlement n° 7 soit adoptée et prenne effet immédiatement, dans l'attente de la confirmation officielle des membres au moment du vote devant se tenir dans le cadre de l'AGA en novembre 2017.

Règlement relatif au Comité de négociation collective et à l'Équipe de négociation collective

R 7.1.1 Le CEN établit un comité de négociation collective (CNC).

- i. Le CEN lance un appel de candidats à tous les membres de l'unité de négociation intéressée au plus tard trois (3) mois avant la date la plus hâtive à laquelle l'avis de négocier collectivement peut être donné.
- ii. Les membres du CEN peuvent être mis en candidature pour faire partie du CNC.
- iii. Les candidats présentent un exposé des raisons pour lesquelles ils veulent siéger au CNC.
- iv. Si le nombre de candidatures reçu excède le nombre maximal de membres pouvant composer le Comité selon le paragraphe v, le Bureau national prend les mesures nécessaires pour que la composition du CNC de l'unité de négociation soit soumise au vote des membres.
- v. Le CEN nomme au maximum dix-huit (18) membres au CNC EC, au maximum (10) membres au CNC TR et au maximum (5) membres au CNC Bibliothèque du Parlement (BdP).
- vi. Le négociateur, au sens où ce terme est défini aux paragraphes 9.2 et 9.12 des Statuts et au paragraphe 7.3 des règlements, est membre d'office du CNC.
- vii. Dans l'éventualité où un poste devient vacant et où le nombre ainsi diminué de membres du CNC d'une unité de négociation fait en sorte que l'ENC forme la majorité du CNC, le poste vacant doit être pourvu au moyen d'un appel de volontaires, conformément aux modalités prévues ci-dessus aux paragraphes i à v.
- viii. L'Association s'assure que les membres du CNC sont formés.

NOUVEAU PARAGRAPHE

7.2.6 L'ensemble des membres du CNC, y compris l'ENC, se réunissent au moins une fois par mois et immédiatement avant chaque réunion entre l'ENC et les négociateurs de l'employeur, et ils doivent rendre compte au CEN au cours de ses réunions régulières.

En faveur (4) : Neil Burron, Sean Maguire, Simone Powell, Jessica Squires

Contre (5) : Nick Giannakoulis, André Picotte, Alexander Butler, Ann Kurikshuk-Nemec, Greg Phillips

3 abstentions

Cette résolution est rejetée

Motion 20170713 – 02 ACEP règlement n° 5

Présentée par Jessica Squires et appuyée par Neil Burron

Il est résolu que l'actuel règlement n° 5 soit remplacé par le texte suivant.

ACEP règlement n° 5

Plaintes et discipline

Objet

1. Le présent règlement expose la façon dont l'ACEP doit enquêter sur les plaintes pour faire en sorte que les actes des membres ne soient pas préjudiciables aux intérêts collectifs de l'organisme et que le processus suivi soit juste, ouvert et aussi objectif que possible.
2. L'ACEP encourage les discussions et les débats ouverts sur toutes les questions ayant une incidence sur ses membres puisqu'ils constituent le genre de débats et de démocratie internes qui sont essentiels pour bâtir une ACEP solide et saine. La discipline visée au présent paragraphe ne doit pas servir à mettre fin aux discussions et aux débats ni à enquêter sur les membres ou à prendre des mesures disciplinaires à leur égard dans l'intention de marginaliser les adversaires politiques internes.
3. Les plaintes ne doivent pas servir à résoudre les différends politiques.
4. Les plaintes relatives aux résultats d'un processus suivi en application du présent règlement n° 5 (décision de faire ou non enquête, choix de l'enquêteur, résultats de l'enquête, rapport de l'enquêteur et/ou décision du CEN de prendre des mesures disciplinaires) ne sont pas recevables.

Pouvoir

5. Conformément au paragraphe 6.6 des Statuts, le CEN a le pouvoir, par résolution adoptée à la majorité des deux tiers, d'expulser, de suspendre ou de révoquer le membre titulaire ou aspirant pour une ou plusieurs des raisons énoncées ci-après.
6. Le CEN n'a pas le pouvoir d'intervenir dans le cadre de plaintes déposées par un membre du personnel. Les plaintes de cette nature sont traitées conformément à la convention collective conclue avec le syndicat des employés de l'ACEP.
7. Les plaintes déposées par des membres de l'ACEP contre des membres du personnel sont considérées comme de possibles griefs de l'employeur et sont traitées par la direction de l'ACEP, y compris les dirigeants élus à temps plein de l'ACEP.

Motifs

8. Une plainte peut être déposée par ou contre un ou plusieurs membres, syndicats locaux, dirigeants, comités, membres du CEN ou le président de l'ACEP pour l'un ou l'autre des actes énumérés ci-dessous.
 - a. Autrement que par les voies appropriées, préconiser ou tenter de provoquer le retrait de l'ACEP de tout membre ou groupe de membres.
 - b. Prendre des mesures pour sciemment empêcher les membres et les responsables de l'ACEP de faire valoir leurs points de vue et de promouvoir des initiatives.

- c. Intenter une action en justice contre l'ACEP ou l'un de ses dirigeants, ou inciter un membre à le faire, sans d'abord avoir épuisé tous les recours internes auprès de l'ACEP.
- d. Publier ou faire circuler parmi les membres des renseignements que l'on sait faux et/ou des fausses déclarations délibérées concernant les intentions de tiers.
- e. Se livrer à de la diffamation ou répandre des libelles contre un membre de l'ACEP ou lui causer un préjudice intentionnel.
- f. Harceler sexuellement ou personnellement un autre membre.
- g. Accepter frauduleusement de l'argent dû à l'ACEP ou à une de ses sections locales ou détourner des fonds de l'ACEP ou d'une de ses sections locales.
- h. Utiliser le nom de l'ACEP ou d'une de ses sections locales pour solliciter des fonds, de la publicité ou d'autres activités semblables, sans le consentement du CEN ou du dirigeant de la section locale intéressée.
- i. Fournir une liste complète ou partielle des membres de l'ACEP ou d'une de ses sections locales ou des renseignements à leur égard à toute personne autre que celles qui y ont droit du fait de leur poste officiel.
- j. Être un briseur de grève, à savoir un travailleur qui a le droit de déclarer la grève et qui, soit franchit le piquet de grève ou est payé par l'employeur pour ne pas participer aux mesures de grève, soit exécute des tâches pour l'employeur, à moins qu'il n'y soit tenu par la loi, soit exécute volontairement les tâches d'un travailleur en grève.
- k. À titre de dirigeant de l'ACEP, encourager des briseurs de grève, au sens où ce terme est défini ci-dessus, ou omettre sciemment de prendre des mesures contre eux.
- l. Déposer des plaintes frivoles et/ou vexatoires de manière répétée.

Processus

- 9. Une plainte écrite doit parvenir au président et/ou aux vice-présidents dans les quatre-vingt-dix (90) jours civils suivant la date où l'infraction présumée s'est produite ou dans les quatre-vingt-dix (90) jours civils suivant la date où le plaignant a pris connaissance de cette infraction.
- 10. Sauf dans le cas d'une plainte pour harcèlement, et avant même que toute autre mesure ne soit prise, y compris une enquête, quelle qu'elle soit, d'autres modes de résolution du différend doivent être offerts aux parties, notamment la médiation.
- 11. Le plaignant peut retirer sa plainte à tout moment.
- 12. Le CEN peut décider, à sa réunion régulière subséquente prévue, si la plainte (à la lumière des déclarations et des documents à l'appui dont il dispose) justifie la tenue d'une enquête et si elle est frivole, vexatoire ou de mauvaise foi. Cette décision n'est pas susceptible d'appel.
- 13. Il n'y aura pas d'enquête lorsque le CEN conclut, à la lumière de la preuve dont il dispose, que la plainte vise à mettre fin à la discussion ou au débat.
- 14. Si aucune décision voulant que la plainte soit frivole, vexatoire ou de mauvaise foi n'est rendue, le CEN peut décider de procéder à une enquête ou il peut rendre une décision sur le fondement des renseignements dont il dispose.

15. S'il le juge nécessaire, le CEN établit un comité d'examen impartial interne ou externe, composé de trois (3) personnes, afin d'enquêter sur la plainte et d'évaluer celle-ci, y compris la réception d'éléments de preuve de vive voix et/ou écrits.
16. Si un tel comité est établi, les membres qui le composent ne peuvent provenir de la même section locale que le ou les plaignants ni que le ou les intimés.
17. Une copie des documents est fournie au ou aux membres contre lesquels la plainte est déposée (les « intimés ») et tant le ou les membres auteurs de la plainte (les « plaignants ») que les intimés auront le droit de faire des déclarations au Comité ou au CEN si aucun comité n'est formé et si le NEC n'a pas rendu de décision voulant que la plainte soit frivole, vexatoire et/ou de mauvaise foi.

Rapport du Comité

18. Le rapport du Comité, qui est déposé à la réunion subséquente du CEN, n'est pas susceptible d'appel, sauf dans la mesure prévue par la disposition relative aux appels, ci-après. Le rapport doit comporter les éléments suivants :
 - a. Une conclusion de fait;
 - b. Une recommandation concernant les mesures disciplinaires précises qui doivent, le cas échéant, être imposées.
19. Le Comité peut également recommander que d'autres mesures correctives soient prises, notamment la médiation, la formation et/ou la modification des Règlements ou des Statuts.

Décision

20. Le CEN peut rendre sa décision sur le fondement de la recommandation, mais il ne peut modifier la conclusion de fait.
21. Si le Comité conclut et fait état dans son rapport qu'aucun des actes énumérés dans la disposition intitulée « Motifs » n'a eu lieu, aucune autre mesure n'est prise.
22. S'il décide d'accepter une recommandation visant la prise de mesures disciplinaires, le CEN doit suivre le processus énoncé ci-dessous.

Mesures disciplinaires

23. Le CEN fait tout son possible pour éviter les mesures disciplinaires. La discipline n'est utilisée qu'en dernier recours.
24. Le CEN peut décider d'accepter les mesures disciplinaires recommandées, de prendre des mesures disciplinaires différentes de celles recommandées ou de ne pas imposer les mesures disciplinaires recommandées.
25. Les mesures disciplinaires comprennent l'une ou l'autre des mesures suivantes :
 - a. Un dirigeant ou un membre peut être suspendu de son statut de membre et/ou démis de ses fonctions pour une période maximale de deux (2) ans.
 - b. Un dirigeant ou un membre peut être suspendu de son statut de membre et/ou démis de ses fonctions à tout jamais ou pour une période moindre, sous réserve de l'application d'un processus d'examen tous les cinq (5) ans.

26. Quiconque est suspendu de son statut de membre ou démis de ses fonctions doit remettre à l'ACEP l'ensemble des documents, des fonds et des biens qui sont détenus en fiducie pour l'ACEP et une section locale de l'ACEP.

Appel

27. Les décisions du CEN d'imposer des mesures disciplinaires sont susceptibles d'appel à un tribunal habilité à entendre des appels. La décision du tribunal à cet égard est définitive et lie les parties. Un avis écrit de l'intention du particulier d'interjeter appel doit être donné au CEN dans les soixante (60) jours civils suivant la réception de l'avis relatif aux mesures disciplinaires.
28. L'établissement du tribunal relève du président de l'ACEP ou de son délégué. Le tribunal doit habituellement être établi dans les deux (2) mois suivant la date de la réception de l'avis d'appel.
29. Le tribunal se compose notamment d'un représentant de l'appelant, d'un représentant du CEN ainsi que d'un tiers indépendant dont ont convenu les deux parties ou qui est nommé par une organisation syndicale appropriée, conformément à la décision du CEN.
30. L'appelant ne peut agir comme membre du tribunal d'appel.
31. Le représentant du CEN ne doit pas se trouver en conflit d'intérêts par suite de l'issue de l'appel.
32. La décision du tribunal est définitive et lie toutes les parties à l'appel.

Situations réputées visées par le présent règlement

33. La procédure applicable pour traiter les éventuelles situations d'ordre disciplinaire qui ne tombent pas précisément sous le coup de la présente disposition est réputée visée par celle-ci et appliquée conformément à l'esprit et à l'objet de la présente disposition.

Plainte contre le président

34. Si la plainte est déposée contre la personne agissant comme président de l'ACEP, cette personne doit déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés en matière de processus de traitement des plaintes à un membre du CEN qui sera choisi par le CEN.

La discussion porte principalement sur les préoccupations maintes fois soulevées à propos du règlement n° 5 compte tenu des nombreuses plaintes en instance. Le sous-comité du CEN composé de trois (3) personnes s'est fait dire à plusieurs occasions qu'aucun conseiller juridique n'avait été consulté au sujet des modifications successives qui ont été apportées aux Règlements et qui donnent lieu à des incohérences et à des contradictions dans le processus actuellement prévu par le règlement n° 5.

Comme il est convenu que le CEN ne pourrait discuter de manière efficace du fonds de toutes les modifications proposées, il est proposé de présenter une motion visant à soumettre le nouveau règlement n° 5 à l'examen des avocats de l'ACEP.

Motion 20170713 – 02 (de renvoi projet de nouveau règlement n° 5)

Présentée par Jessica Squires et appuyée par Neil Burrton

Il est résolu qu'un avis juridique soit obtenu relativement à ce projet de nouveau règlement n° 5;

Il est également résolu que nous demandions aux associés de Goldblatt de nous offrir des suggestions pour améliorer le règlement, y compris la possibilité d'ajouter des critères visant l'application des mesures disciplinaires;

Il est également résolu que le projet de règlement et les observations formulées par les avocats soient communiqués au CEN de même qu'à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil des présidents afin d'obtenir l'avis d'un plus grand nombre de membres éclairés de l'ACEP avant de décider de recommander la tenue d'un scrutin auprès des membres.

En faveur (10) : Nick Giannakoulis, André Picotte, Neil Burron, Alexander Butler, Maureen Collins, Chantal Desrochers, Sean Maguire, Simone Powell, Jessica Squires

Contre (2) : Ann Kurikshuk-Nemec, Greg Phillips

1 abstention

Résolution adoptée

N.B. : Sean Maguire quitte la réunion à 20 h, après avoir voté, et Nathalie Pothier se joint à la réunion à peu près au moment du départ de M. Maguire.

Motion 20170713 – 03 Remplacé le règlement n° 8

Présentée par Maureen Collins et appuyée par Ann Kurikshuk Nemec

Il est résolu que l'actuel règlement n° 8 soit remplacé par le texte suivant.

R 8.1 L'ensemble des frais de déplacement sont remboursés conformément aux taux et aux modalités prévus dans la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Toutes les demandes de plus de 100,00 \$ faites au titre d'un déplacement doivent faire l'objet d'une approbation préalable et les demandes doivent être accompagnées d'une justification établissant un lien manifeste entre les frais et les affaires de l'ACEP–CAPE.

R 8.2 Pour tous les frais de déplacement de tous les membres de l'ACEP–CAPE, à l'exception du président, l'autorisation de déplacement et l'évaluation des frais doivent recevoir l'approbation du président au moins cinq (5) jours avant le déplacement. Le président doit répondre par écrit au moins deux (2) jours ouvrables suivant la réception de la demande écrite pleinement documentée.

R 8.3 Au plus tard à la fin du premier mois de l'année civile, le président présente au Comité des finances un plan annuel des frais de déplacement pour qu'il fasse l'objet d'une recommandation au CEN et que ce dernier l'approuve au plus tard à la fin du premier trimestre de l'exercice de l'Association. Les frais de déplacement du président doivent faire l'objet d'une recommandation par le Comité des finances et être approuvés au moins trimestriellement par la majorité des membres du CEN. Le plan annuel des frais de déplacement du président, une fois approuvé par le CEN, peut être modifié mensuellement. Cependant, les modifications doivent à nouveau être soumises, par l'intermédiaire du Comité des finances, à l'approbation du CEN. Les situations urgentes doivent faire l'objet d'une approbation ponctuelle par le Comité des finances pour une somme maximale de 500,00 \$, et doivent ultérieurement être présentées au CEN à la réunion régulière subséquente de celui-ci.

R 8.4 Lorsque des membres de l'extérieur de la région de la capitale nationale souhaitent participer à des assemblées générales, à des réunions de comités ou à des réunions des Dirigeants de la section locale, le nombre de personnes pour lesquelles des frais seront remboursés est préalablement fixé par le CEN au plus tard cinq (5) jours avant l'événement, sauf en présence de circonstances exceptionnelles. Une justification écrite doit être fournie pour toutes les demandes de cette nature et les décisions subséquentes.

Comparativement à la version initiale de la présentation, seuls des changements minimes ont été apportés au texte qui précède afin d'y ajouter des modifications favorables.

Un premier vote est tenu pour renvoyer la discussion relative à ce règlement à la fois au Comité des Statuts et Règlements et au Comité des finances pour avoir leur opinion sur la question.

Voici les résultats du vote sur la motion de renvoi :

En faveur (2) : Simone Powell et Jessica Squires

Contre (10) : Nick Giannakoulis, André Picotte, Neil Burron, Maureen Collins, Miranda Dyck, Ann Kurikshuk-Nemec, Greg Phillips, Jacob Porter, Nathalie Pothier

2 abstentions

La résolution de renvoi est rejetée.

Après quelques discussions au cours desquelles certains membres estiment que le contenu du texte doit être encore travaillé de manière à témoigner des réalités institutionnelles de l'ACEP, un autre vote a lieu pour l'adoption de la motion sans qu'elle fasse l'objet d'un renvoi.

Au moment du vote, Chantal Desrochers avait quitté la réunion.

En faveur (6) : Nick Giannakoulis, Neil Burron, Alexander Butler, Maureen Collins, Miranda Dyck, Ann Kurikshuk-Nemec

Contre (6) : Emmanuelle Tremblay, André Picotte, Johanna Hove, Jacob Porter, Nathalie Pothier, Simone Powell.

La résolution visant à adopter le règlement n° 8 modifié est rejetée.

La présidente demande qu'il soit consigné aux présentes que son vote prépondérant, qui a entraîné le rejet de la motion, ne doit pas être interprété comme un manque de volonté de sa part d'établir des mesures de contrôle à l'égard des frais de déplacement, mais plutôt comme une reconnaissance du fait que, pour bien faire les choses, un travail mieux ciblé adapté au contexte de l'ACEP est nécessaire.

Une nouvelle motion est présentée, mais elle vise cette fois-ci à demander au Comité des finances de proposer des critères relatifs aux contrôles financiers applicables aux frais de déplacement.

Motion 20170713 – 03

Présentée par Maureen Collins et appuyée par Ann Kurikshuk Nemec

Il est résolu que le Comité des finances se penche immédiatement et de façon opportune sur l'élaboration d'une modification au règlement touchant les contrôles financiers applicables aux frais de déplacement.

En faveur (9) : Nick Giannakoulis, Neil Burron, Maureen Collins, Miranda Dyck, Sean Maguire, Nathalie Pothier, Simone Powell, Jessica Squires

Contre (1) : Johanna Hove

3 abstentions

Motion adoptée

La présidente informe le CEN qu'elle a reçu l'établissement des coûts pour les services temporaires du cabinet comptable Deloitte, lequel collaborerait à la préparation de l'audit de l'ACEP et à la tenue des comptes de l'Association durant l'absence de l'agent des finances. Le coût pour une affectation de deux mois de Deloitte s'élèverait à environ 75 000 \$. À titre de solution de rechange, l'ACEP pourrait embaucher un commis comptable expérimenté trois ou quatre jours par semaine ainsi qu'un comptable professionnel agréé pour environ dix jours au cours d'une période de deux mois à un coût sensiblement moindre (plus près de 25 000 \$). La présidente veut vérifier si le CEN désire réellement retenir les services de Deloitte, comme il a été recommandé antérieurement, ou s'il ne veut pas plutôt suivre la voie qu'elle recommande, laquelle est plus économique et plus prudente sur le plan financier.

Par un vote à main levée, la majorité des personnes présentes dans la salle signalent qu'elles préfèrent retenir les services de la firme Z.

Résolution pour la levée de cette séance:

Il est proposé par André Picotte et appuyé par Greg Phillips d'ajourner la réunion.

En faveur (9) : André Picotte, Neil Burron, Alexander Butler, Maureen Collins, Miranda Dyck, Ann Kurikshuk-Nemec, Greg Phillips, Nathalie Pothier, Simone Powell

Contre (1): Nick Giannakoulis

1 abstention

Motion adoptée à 10 h 30

La séance extraordinaire du CEN est levée à 22 h 30, HAE